

La dernière ligne droite de la négociation du Brexit n'en finit pas

Union européenne Il reste des points de contentieux – Gibraltar et la pêche – à régler avant le sommet de dimanche.

La dramatisation dans la dernière ligne droite est un passage obligé de toute négociation. Celle, ô combien complexe, du Brexit ne fait pas exception à la règle. Le projet d'accord sur le retrait de 585 pages, conclu le 14 novembre par les négociateurs européens et britanniques a été approuvé (non sans mal) à Londres par le cabinet de Theresa May, à Londres, puis a reçu l'aval des ministres des Vingt-sept, lundi à Bruxelles. Jeudi matin, la Commission a approuvé la déclaration politique qui balise le cadre des négociations des futures relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, qui seront lancées le 30 mars 2019, au lendemain du Brexit. Le texte avait été préalablement validé au niveau technique par les deux équipes de négociateurs et fait l'objet d'un accord de principe au niveau politique. L'objectif, précise le document de 26 pages, est d'établir "un partenariat ambitieux, large, profond et flexible" entre les deux parties, dans les domaines "du commerce et de la coopération économique, de justice, de police, de politique étrangère, de sécurité et de défense" et plus si affinités. Mais tout comme l'accord de retrait, la déclaration politique (qui n'a pas de portée juridique) doit obtenir le tampon des leaders des Vingt-sept, lors du sommet de ce dimanche. Or des points de contentieux demeurent.

"Les questions de Gibraltar et de la pêche doivent encore être résolues", a admis le porte-parole en chef de la Commission européenne, Margaritis Schinas, jeudi midi. Depuis le début de la semaine, l'Espagne manifeste en effet son mécontentement. À son estime, l'accord ne précise pas de façon claire que la situation post-Brexit de l'enclave britannique de Gibraltar, située à la pointe sud de la péninsule ibérique, doit faire l'objet de négociations séparées entre Londres et Madrid. "Si cela n'est pas résolu d'ici dimanche, l'Espagne malheureusement [...] devra voter non et exercer sa capacité de veto [...]", a déclaré jeudi le Premier ministre Pablo Sanchez. La solution réclamée par Madrid ne se trouve en tout cas pas dans le projet de déclaration politique sur la future relation qui ne mentionne pas Gibraltar.

Ce n'est pas tout: entraînant plusieurs pays côtiers – les Pays-Bas, le Portugal, les Scandinaves – dans son sillage, la France a fait savoir qu'elle est peu satisfaite du passage de la déclaration politique sur la pêche. Ce-

lui-ci mentionne qu'un accord sur l'accès des bateaux européens aux zones de pêches britanniques et des produits de la pêche britannique au marché européen doit être conclu avant juillet 2020. Les pays susmentionnés auraient voulu des garanties avant cette date.

Pas question de négocier au sommet

La Première ministre britannique Theresa May doit s'entretenir avec le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, samedi à Bruxelles, pour faire le point, mais il ne s'agira en aucun cas de négociations de la 25^e heure. "Le travail se déplace au niveau du Conseil. C'est aux États membres de travailler pour trouver un accord" en vue du sommet de dimanche, a souligné M. Schinas. Par canaux diplomatiques, la chancelière allemande Merkel et le président français Macron ont indiqué mercredi qu'ils ne rejoindraient pas à Bruxelles dimanche si tout n'était pas réglé. Berlin et Paris ne veulent pas que ce sommet, censé durer trois heures, le temps d'approuver les textes, se transforme en forum de négociations.

Les Vingt-sept analysent la déclaration politique

On n'en est cependant pas au point que le président du Conseil européen Donald Tusk soit contraint d'annoncer le report du sommet. Les représentants permanents des États membres auprès de l'UE se sont penchés sur le projet de déclaration politique sur la future relation entre les deux parties. "Le texte a été assez bien accueilli", selon une source diplomatique. Il doit cependant être encore analysé avant la réunion des sherpas des Vingt-sept de ce vendredi. "Le problème espagnol est toujours là et tout le monde est bien conscient qu'il doit être réglé avant dimanche", ajoute la même source. "Le fait que l'Espagne soulève le problème de Gibraltar et la France celui de la pêche sont plus des messages des leaders de ces pays adressés à la galerie", observe Steven Blockmans, du think tank bruxellois Centre for European Policy Studies (Ceps). M. Sanchez estime ainsi devoir bander les muscles alors qu'approchent des élections régionales en Andalousie. "Tout cela est politique, et ne va pas aboutir à une suspension du sommet", juge M. Blockmans. La ligne d'arrivée est en vue.

Olivier le Bussy et M.U.

"Les négociations sont maintenant à un moment crucial."

Theresa May

"Tous nos efforts doivent être concentrés sur la collaboration avec nos partenaires européens afin de mener ce processus à terme", a déclaré la Première ministre britannique devant la Chambre des Communes.